

L'UE cherche à conclure une alliance antichinoise sur la technologie avec Biden

Bien que le TTIP soit hors de portée, Bruxelles veut en ressusciter des éléments qui concernaient les normes et la réglementation.

Lundi, l'Europe a proposé de faire équipe avec le futur président américain Joe Biden pour écarter la Chine du commerce mondial des technologies.

Épuisée par quatre années de tensions commerciales sur deux fronts, luttant à la fois contre le président américain Donald Trump d'un côté et contre Pékin de l'autre, l'Europe tente de prendre une initiative précoce avant l'investiture de M. Biden le 20 janvier en déployant des plans géostratégiques pour une coopération transatlantique plus étroite.

Lors d'une réunion à huis clos pour discuter de la stratégie de l'Europe, Sabine Weyand, la principale responsable du commerce à Bruxelles, a déclaré aux législateurs du Parlement européen que la Commission européenne proposerait un "Conseil transatlantique du commerce et de la technologie" pour établir des normes communes sur les nouvelles technologies, selon deux personnes présentes dans la salle.

Ce conseil viserait l'un des grands objectifs des Européens et des Américains : Empêcher la Chine d'établir une domination économique dans un certain nombre de secteurs à forte valeur ajoutée en développant ses propres normes technologiques et industrielles largement utilisées.

Cette proposition est également mentionnée dans un document de la Commission destiné aux pays de l'UE et définissant une stratégie pour une alliance transatlantique contre Pékin.

"L'UE propose d'établir un nouveau Conseil UE-USA du commerce et de la technologie (CTC)", peut-on lire dans le document.

"L'objectif sera de ... renforcer notre leadership technologique et industriel et de développer le commerce et les investissements bilatéraux. Il se concentrera sur la réduction des barrières commerciales, le développement de normes compatibles et d'approches réglementaires pour les nouvelles technologies ... Dans ce cadre, il devrait y avoir ... une coopération plus étroite sur ... l'examen des investissements, les droits de propriété intellectuelle, les transferts forcés de technologie et le contrôle des exportations".

Valdis Dombrovskis, le super-commissaire européen à l'économie et au commerce, a présenté ce plan pour la première fois lors d'une réunion avec les ministres européens du commerce ce mois-ci, où il a déclaré que l'UE et les États-Unis devraient "coopérer sur les nouvelles technologies et les services numériques et s'aligner sur la réglementation et les normes".

Les fonctionnaires de l'UE ont déclaré que le plan visait à ressusciter les parties des négociations du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP), qui ont échoué et qui se sont concentrées sur la coopération réglementaire en matière de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle et les voitures à moteur, alors que Washington et Bruxelles craignent que la Chine ne devienne l'initiateur de normes mondiales.

Un haut fonctionnaire de la Commission a décrit l'alliance technologique comme un "fruit à portée de main", puisque l'UE et les États-Unis avaient déjà prévu d'établir un comité conjoint qui coordonnerait les réglementations sur les technologies futures dans le cadre de leurs négociations gelées sur leur précédent méga accord TTIP. "Il est très difficile d'aligner les règles sur des produits qui existent déjà, mais il est assez facile de le faire sur les technologies émergentes", a déclaré le fonctionnaire.

M. Weyand et l'autre haut fonctionnaire ont tous deux fait valoir que la reprise des négociations sur les ADPIC n'était pas envisageable, à la fois en raison de l'opposition farouche du public à l'accord et parce que les négociations étaient bloquées sur des questions telles que les protections de l'UE en matière d'agriculture et la discrimination des États-Unis en matière de marchés publics avec le Buy America Act, que M. Biden a déclaré vouloir intensifier plutôt que de démanteler.

Mais à Bruxelles, on pense maintenant que les désaccords sur les rinçages chimiques pour le poulet et les contrats d'infrastructures publiques ne devraient pas empêcher l'UE et les États-Unis de travailler sur des règles communes pour des technologies comme les réseaux sans fil de prochaine génération.

Dans le cadre de ce nouvel "agenda positif", Bruxelles cherchera également à établir des règles communes sur les subventions industrielles et l'examen des investissements, tout en travaillant avec Washington à la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, a déclaré le haut fonctionnaire de la Commission.

Toutefois, beaucoup dépendra de l'atmosphère politique générale entre Bruxelles et Washington, qui pourrait bien s'aigrir à cause de ce que les États-Unis considèrent comme une action réglementaire injuste contre leurs plus grands champions du numérique, tant en termes de concurrence que de fiscalité.

Mardi, les diplomates des pays de l'UE discuteront du plan de la Commission ainsi que des propositions visant à travailler plus étroitement sur la distribution de vaccins contre les coronavirus, le changement climatique et la politique étrangère, notamment une proposition de "sommet des démocraties" que l'UE veut organiser avec les États-Unis l'année prochaine, selon l'un des diplomates.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)